

Variations des taux d'intérêt du microcrédit

Les taux d'intérêt du microcrédit varient fortement d'un pays à l'autre

Les différences de taux d'intérêt du microcrédit à travers le monde sont spectaculaires : si le taux moyen se situe aux alentours de 35 % à l'échelle mondiale, il est supérieur à 80 % en Ouzbékistan et n'atteint que 17 % au Sri Lanka (voir la figure n° 1). Le faible montant des prêts est la raison la plus souvent invoquée pour expliquer pourquoi les taux d'intérêt du microcrédit sont supérieurs aux taux bancaires normaux. Le microcrédit est une activité caractérisée par une forte interaction entre personnel et clients, et les institutions de microfinance (IMF) doivent traiter des milliers d'opérations minuscules. Néanmoins, la figure n° 2, qui illustre le rapport entre le solde moyen de crédit et le rendement du portefeuille, montre assez clairement que la taille des prêts n'est que l'un des facteurs à l'origine des différences entre les taux d'intérêt moyens.

À quoi doit-on alors imputer ces différences considérables ? Pour répondre à cette question, examinons les principaux facteurs qui influent sur les taux d'intérêt des IMF. Afin d'illustrer notre propos, nous examinerons en détail deux pays figurant dans la partie supérieure de la figure n° 1 et deux pays figurant dans sa partie inférieure.

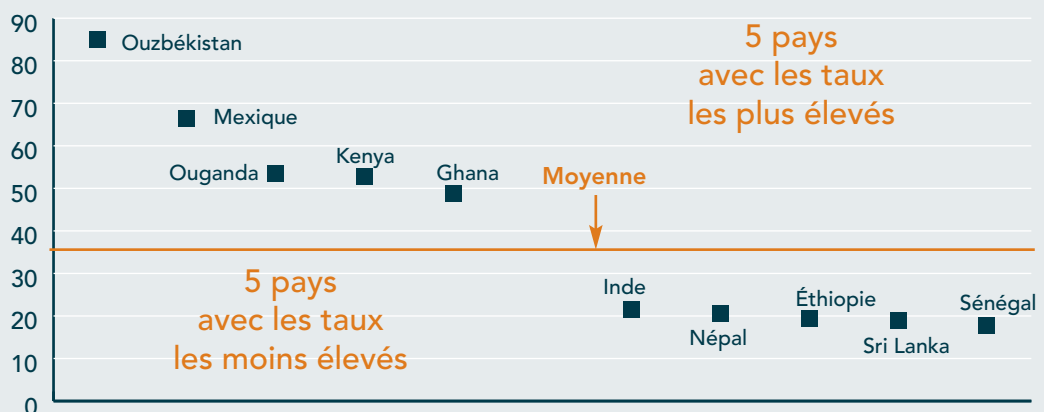
Les facteurs influant sur les taux d'intérêt : quatre pays sous la loupe

Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont toujours constitué le principal déterminant du niveau des taux d'intérêt des IMF, car la microfinance est une activité à forte intensité de main-d'œuvre. Selon une étude à paraître du CGAP (Rosenberg, Gonzalez et Narain), ces charges représentent près de 50 % du rendement nominal des intérêts en comparaison mondiale. Il n'est donc pas surprenant que les pays affichant les taux d'intérêt les moins élevés soient aussi ceux où les charges d'exploitation sont les plus faibles. Tel est le cas de l'Éthiopie (pays où les charges d'exploitation représentent 9,4 % de l'encours brut de crédits) et du Sri Lanka (7,7 %). Dans ces pays, les taux d'intérêt nominaux sont inférieurs à 20 %.

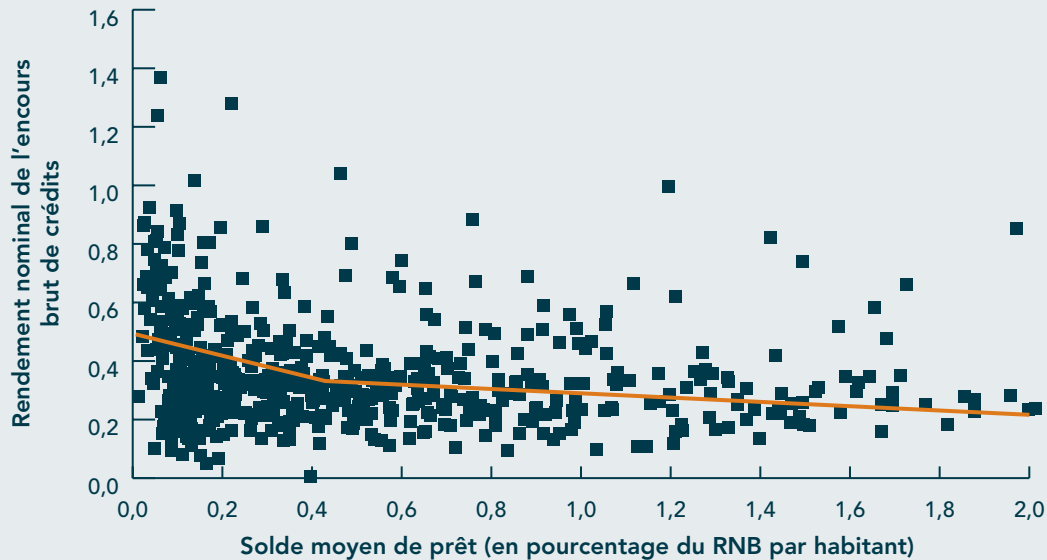
Considérons maintenant les charges d'exploitation des deux pays où les taux d'intérêt dépassent 60 % : l'Ouzbékistan et le Mexique. En Ouzbékistan, le montant moyen des charges d'exploitation équivaut à 39 % de l'encours de crédits, ce qui pourrait être imputable au fait qu'il s'agit d'un secteur relativement récent. Selon Adrian Gonzalez (2008), dans le cas

Figure 1



Source : base de données combinée du MIX Market et du Microbanking Bulletin (MBB), basée sur les données les plus récentes disponibles pour les années 2005-2006 (lorsque les données de 2006 n'étaient pas disponibles, les données de 2005 ont été utilisées).
Institutions viables uniquement (c'est-à-dire avec un rendement des actifs >= 0).

Figure 2



Source : base de données combinée du MIX Market et du Microbanking Bulletin (MBB), basée sur les données les plus récentes disponibles pour les années 2005–2006 (lorsque les données de 2006 n'étaient pas disponibles, les données de 2005 ont été utilisées).

Institutions viables uniquement (c'est-à-dire avec un rendement des actifs >= 0).

des IMF créées depuis moins de six ans, on peut s'attendre à ce qu'une année supplémentaire sur le marché réduise le *ratio* des charges d'exploitation de 2 à 8 points de pourcentage. Au Mexique, où des données sur la microfinance sont disponibles depuis plus longtemps, les charges d'exploitation sont également élevées : près de 45 % de l'encours brut de crédits. Ce niveau s'explique probablement par le très faible montant moyen des prêts (à 387 USD, c'est l'un des plus faibles de la région [Sergio Navajas, 2006]) et par le coût relativement élevé de la main-d'œuvre qualifiée au Mexique. En outre, selon les observateurs du secteur, une grande partie de la microfinance mexicaine dessert des zones rurales à faible densité de population, ce qui peut augmenter les coûts de déplacement. Un autre facteur d'augmentation des taux d'intérêt au Mexique réside dans les bénéfices importants réalisés par les IMF.

Le rôle des pouvoirs publics

Dans certains pays, le maintien des taux d'intérêt de la microfinance en dessous d'un certain seuil semble

obéir à une volonté politique. En 1998, la Banque nationale d'Éthiopie a éliminé tout plafonnement des taux d'intérêt dans le secteur financier. Pourtant, une majorité des IMF a choisi de conserver un taux d'intérêt bas, en partie pour des raisons politiques (Helms et Reille, 2004). Les observateurs indépendants font régulièrement état de pressions évidentes exercées par la sphère politique pour maintenir les taux d'intérêt à un niveau relativement bas. Au Sri Lanka, des prêts concessionnels sont accordés aux institutions pour leur permettre de prêter à leurs clients finaux à des taux plafonnés à 6 % et 7 % (Microfinance Gateway, 2005).

En Éthiopie et au Sri Lanka, la plupart des activités de microfinance sont réalisées par des établissements publics. Ceux-ci bénéficient souvent d'appuis financiers déclarés ou dissimulés : subventionnement du coût des capitaux (provenant, dans le cas du Sri Lanka, de prêts peu coûteux accordés à la suite du tsunami) ou subventions en nature (en Éthiopie, les autorités locales rémunèrent une partie du personnel des IMF gouvernementales, lesquelles peuvent occuper à titre gratuit des locaux appartenant à

l'État). Les IMF du secteur privé non subventionnées qui veulent pénétrer ces marchés sont donc confrontées à des obstacles très importants.

La situation est radicalement différente en Ouzbékistan. Pour une population de 26 millions d'habitants, les 50 prestataires de microfinance du pays desservent actuellement 60 000 emprunteurs (par comparaison, le Kirghizistan limitrophe compte 5 millions d'habitants et 500 prestataires de microfinance desservant 175 000 emprunteurs) (Gaul et Tomilova, 2006). En termes de liberté économique, l'économie de l'Ouzbékistan est classée au 130^e rang sur 157 pays¹, et les observateurs indépendants font état d'une importante pénurie de liquidités qui affecte toutes les transactions économiques (on estime qu'une transaction effectuée en liquide est 20 % plus coûteuse qu'une transaction réalisée avec de l'argent électronique). Tous ces facteurs conjugués indiquent que les IMF ont accès à un marché immense et quasiment inexploité, prêt à absorber de nouveaux capitaux à presque n'importe quel prix.

Le rôle de la concurrence

Pour l'instant, il existe encore peu de données fiables sur la concurrence au sein des marchés de la microfinance. C'est pourquoi nous devons nous contenter des témoignages de praticiens présents sur le terrain. En Ouzbékistan, à la suite de la promulgation en août 2006 d'une loi sur la microfinance, quatre IMF ont dû fermer parce qu'elles ne satisfaisaient pas aux nouvelles exigences juridiques et réglementaires (Banque asiatique de développement, 2008). Pour certains, ces fermetures ont peut-être réduit la concurrence et désentravé encore davantage les stratégies de tarification des IMF. En dépit du grand nombre de microemprunteurs au Mexique (2,6 millions selon le tout dernier rapport *Global*

Figures du MIX [www.mixmbb.org]), la concurrence ne semble pas avoir exercé de réelle pression sur les IMF. Certains témoignages au Mexique rapportent toutefois une baisse récente des prix dans certaines régions où les institutions de microfinance rivalisent pour gagner des parts de marché. Les observateurs indiquent en outre que les responsables des IMF accordent désormais nettement plus d'attention à la tarification des prêts qu'au cours des années précédentes. Une tendance qui, d'après les experts, devrait se renforcer à l'avenir.

Perspectives

Il semble qu'il n'y ait pas d'explication unique et simple aux différences considérables constatées entre les taux d'intérêt de différents pays. Si le faible montant des prêts joue certainement un rôle majeur, d'autres facteurs influent également. Les exemples présentés ici montrent que les raisons de ces écarts peuvent être multiples et qu'elles sont souvent spécifiques à chaque pays. Les travaux de recherche actuels ont déjà commencé à traiter certaines questions fondamentales :

1. Comment les emprunteurs s'en sortent-ils dans les environnements à taux d'intérêt bas par rapport à ceux à taux d'intérêt élevé ?
2. Quel est l'effet de la concurrence sur l'efficacité des IMF ? L'accroissement de la concurrence entraîne-t-il nécessairement une baisse des taux d'intérêt ?
3. Comment les pouvoirs publics doivent-ils influencer sur le secteur national de la microfinance ? Quelles sont les caractéristiques d'un cadre réglementaire « approprié » ?

Des données plus précises seront nécessaires pour clarifier ces questions.

¹ L'indice de liberté économique (*Economic Freedom Index*) est publié chaque année par l'Heritage Foundation. On peut consulter l'intégralité du classement sur le site : <http://www.heritage.org/research/features/index/countries.cfm>.

Bibliographie

Banque asiatique de développement. 2008. « *Development of Microfinance Organizations in Uzbekistan* ». Lettre d'information *Finance for the Poor*, mars.

Gaul, Scott et Tomilova, Olga. 2006. « Microfinance Institutions in Central Asia: Benchmarks and Analysis 2005 ». Washington, D.C. : MIX, 2006.

Gonzalez, Adrian. 2008. « Efficiency Drivers of Microfinance Institutions (MFIs): The Case of Operating Expenses ». MIX Discussion Paper, N° 2. Washington, D.C. : MIX, mars.

Helms, Brigit et Reille, Xavier. 2004. « Le plafonnement des taux d'intérêt en microfinance : qu'en est-il à présent ? ». Étude spéciale n° 9. Washington, D.C. : CGAP, septembre.

Microfinance Gateway. 2005. « *Building Back with Microfinance* ». <http://www.microfinancegateway.org/content/article/detail/29923>.

Navajas, Sergio. 2006. « Microfinance in Latin America and the Caribbean: How Large Is the Market? ». Washington, D.C. : Banque interaméricaine de développement.

Rosenberg, Richard. 2007. « Réflexions du CGAP sur l'introduction en Bourse de Compartamos : une étude de cas sur les taux d'intérêt et les profits de la microfinance ». *Note Focus* n° 42. Washington, D.C. : CGAP, juin.

Rosenberg, Richard, Gonzalez, Adrian et Sushma Narain. À paraître. « The New Moneylenders: Are the Poor Being Exploited by High Microcredit Interest Rates? ». *Note Focus*. Washington, D.C. : CGAP.

AUTEURS :

Christoph Kneiding et Richard Rosenberg